

CONjoncture EUropéenne et Régionale



iéseg
SCHOOL OF MANAGEMENT
LILLE - PARIS

I&S Industries
& Services

Numéro 038

Achévé de rédiger le 19 mai 2011

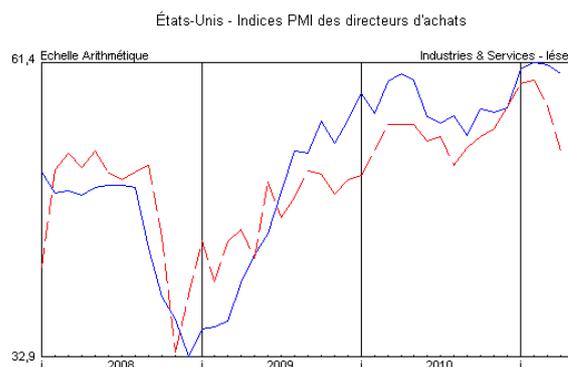
MONDE : La politique de la FED reste expansionniste

Le rythme de croissance du **PIB mondial**, qui avait été de +4,8% l'an au quatrième trimestre 2010, s'est modéré au premier trimestre 2011. Le durcissement des politiques monétaires dans les économies émergentes a freiné la demande interne et l'activité dans cette zone. Aussi, le repli des prix des produits de base, hors pétrole et métaux précieux, peut s'expliquer par la modération de la croissance chinoise (+9,7% au 1er trimestre 2011) et par la baisse de la production industrielle japonaise. Les cours du Brent, qui avaient passé la ligne des 125 dollars le baril, sont revenus vers les 110 dollars (le 17 mai). Selon le FMI, cependant, la croissance mondiale devrait atteindre +4,4% en 2011 puis +4,5% en 2012, après +5% l'année dernière. Cette performance s'explique largement par le dynamisme des **régions émergentes**, en particulier l'Asie où le PIB augmenterait de +8,4% par an. En Amérique latine, le PIB progresserait de +4,7% en 2011 puis de +4,2% l'année prochaine, rythme imprimé par celui du Brésil où les autorités craignent la surchauffe.

Aux **États-Unis**, le PIB n'aurait pas dépassé +1,7% l'an au premier trimestre 2011 contre +3,1% au quatrième trimestre 2010. Ce résultat s'explique par un net ralentissement de la croissance de la demande intérieure hors stocks. La consommation des ménages a augmenté de +2,7% l'an après +4% fin 2010, mais ce rythme, assuré par la remontée de l'emploi, reste encourageant. En revanche, la rechute de l'investissement en logements rappelle que ce secteur demeure sinistré. La faible progression des investissements des entreprises constitue probablement un aléa. Les investissements en équipements et logiciels restent sur une pente nettement ascendante. Le ralentissement est donc probablement temporaire, mais la modération en avril de l'indice ISM manufacturier et la chute de l'indice ISM non manufacturier renforcent le pessimisme. Aussi, la Fed a révisé à la baisse sa prévision de croissance pour 2011, à une fourchette de +3,1% à +3,3%.

L'accès de faiblesse de la devise américaine se nourrit de la perspective d'une divergence prolongée des politiques monétaires de part et de

l'autre de l'Atlantique. Le président de la Réserve fédérale a en effet clairement laissé entendre le 27 avril que les taux d'intérêt directeurs resteraient bas tant que des signes de reprise durable ne seraient pas avérés. L'accélération du glissement annuel des prix à la consommation à +3,2% en avril ne suscite pas de préoccupation, d'autant que l'inflation sous-jacente demeure circonscrite à +1,3%.



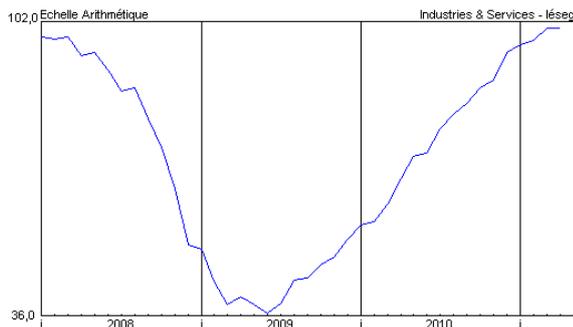
Source : Institute of Supply Management – en **bleu** : secteurs manufacturiers – en **rouge** : secteurs non manufacturiers

Les conséquences des catastrophes qui ont frappé le **Japon** en mars commencent à être visibles dans les indicateurs économiques, comme en atteste la chute de -15,3% de la production industrielle par rapport à février. L'activité s'est effondrée dans certains secteurs, comme ceux des équipements de transport ou des biens de consommation durable. L'appareil productif est très endommagé dans les régions touchées par le séisme et reste très perturbé par des difficultés d'approvisionnement et les plans de restrictions d'énergie mis en place dans le pays. L'excédent commercial s'est contracté à moins de 4 milliards de dollars en rythme annuel, alors qu'il était de l'ordre de 20 milliards en mars 2010. La consommation n'a pas été épargnée, avec en mars un recul sur un an de -8,5% des ventes au détail et en avril une chute de -51,5% des ventes de voitures neuves. Les prévisions de l'OCDE réalisées après le séisme et le tsunami demeurent toutefois assez optimistes grâce aux effets de la reconstruction.

EUROPE : L'Asie tire la croissance allemande

En zone Euro, le **PIB** a augmenté au rythme de +0,8% au premier trimestre 2011, soit +2,5% en l'espace d'un an, soutenu par l'expansion allemande (+1,5% en rythme trimestriel et +4,8% par rapport au premier trimestre 2010). Si le **climat des affaires** s'est légèrement dégradé en avril, les indices PMI dans l'industrie, comme dans les services, suggèrent que l'activité demeure bien orientée. Mais cet indice du sentiment économique, synthèse d'enquêtes auprès des chefs d'entreprise et des ménages, exprime les deux principaux traits de la conjoncture européenne. Se situant à 106,2, il demeure largement supérieur à sa moyenne historique, laissant envisager la poursuite d'une croissance sensible de l'activité. Mais en même temps, il recule pour le deuxième mois consécutif. Les stocks sont jugés bas et le taux d'utilisation des capacités de production progresse, se rapprochant de sa moyenne passée. Or, le marché automobile paraît vouloir à nouveau s'orienter à la baisse. Si le taux de chômage s'est effrité en mars à 9,9%, les prix à la consommation accélèrent (+2,8% en avril en glissement annuel et +4,4% l'an sur les trois derniers mois).

Carnets de commandes zone Euro (6 pays)



Source : Eurostat

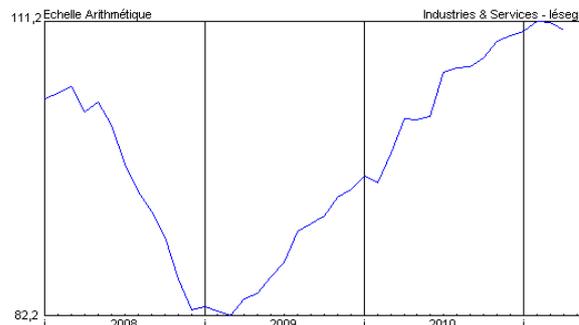
Le vif renchérissement des **matières premières** au cours des derniers trimestres et la **montée de l'euro** vers des niveaux inédits depuis la fin 2009 constituent deux risques importants. D'autre part, la remontée des **taux** engagée par la Banque centrale européenne mettra en évidence l'inégale capacité des économies de la zone à réagir au resserrement. La BCE, consciente des conséquences d'un resserrement monétaire trop rapide, a laissé inchangé à 1,5% le taux refi le 5 mai dernier et a modéré son discours sur l'inflation. Le cycle de hausse des taux devrait se poursuivre probablement dès le mois de juillet, sachant qu'un euro fort ne peut être que nuisible à l'emploi et à l'activité économique.

Malgré les différents chocs qui perturbent l'économie mondiale depuis plusieurs mois, l'activité reste dynamique en **Allemagne**. Les exportations progressent fortement en mars (+7,4% sur un mois et +16,8% sur un an) et enregistrent un nouveau record, à 91 milliards d'euros, portées par

la poussée des échanges avec l'Asie et plus particulièrement avec la Chine. Ce continent représente désormais près de 16% des ventes de l'Allemagne à l'étranger, contre moins de 12% en 2008. Le redressement de la production manufacturière se poursuit avec une hausse de +0,5% en mars (+11,8% sur un an). Toutefois, les perspectives d'activité se détériorent légèrement. Les commandes de biens manufacturés se replient de -4% en mars après un bon début d'année (+3,1% en janvier et +1,9% en février). L'indice Ifo se replie mais conserve les niveaux historiquement élevés.

L'évolution de la confiance des ménages, mesurée par l'indice Gfk, suit le même schéma. Ce dernier se replie pour le deuxième mois consécutif. Cette baisse reflète principalement les craintes de perte de pouvoir d'achat liées à l'accélération de l'inflation depuis la fin 2010 (+2,7% en glissement annuel en avril). Dans le même temps, la situation sur le marché du travail continue de s'améliorer, comme le montre la nouvelle baisse du taux de chômage en mars, à 6,3% de la population active selon Eurostat et la progression de l'emploi à 40,7 millions le même mois.

Indice Ifo du climat des affaires dans l'industrie et le commerce

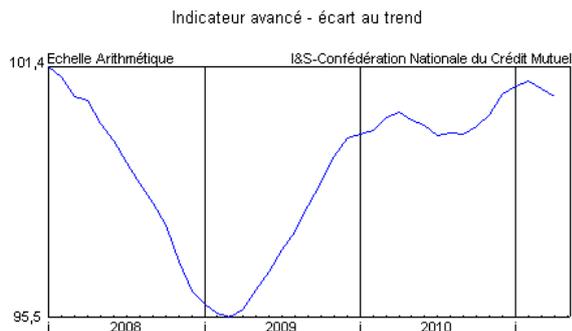


source : Institut für Wirtschaftsforschung

En **Espagne**, le rebond de l'activité s'effectue à un rythme très modeste, le PIB progressant de +0,8% seulement entre le premier trimestre 2010 et le premier trimestre 2011. Les indicateurs disponibles depuis le début 2011 ne sont guère encourageants, puisque l'indice PMI des directeurs d'achat auprès du secteur manufacturier est revenu à 50,6 en avril contre 52 en janvier-février. La bonne tenue des exportations, qui dépassent leur point haut d'avant crise, constitue toutefois l'un des rares motifs de satisfaction. La hausse de +0,3% de la consommation des ménages fin 2010 apparaît comme un effet de rattrapage après le repli observé au troisième trimestre, lié au relèvement du taux de TVA. En effet, l'inflation s'accélère, ressortant à +3,8% sur douze mois en avril, mais surtout la situation sur le marché du travail reste sinistrée. Le nombre de chômeurs atteint plus de 4,7 millions depuis l'été dernier, soit un doublement par rapport au printemps 2008.

FRANCE : La croissance sera plus modérée au printemps

En France, le **PIB** a augmenté de +1% au premier trimestre 2011 au lieu de +0,3% au quatrième trimestre 2010. C'est la plus forte hausse depuis le deuxième trimestre 2006. En rythme annuel, la croissance du PIB atteint +3,9%, mais une croissance de seulement +2% est attendue en 2011. Le rebond, qui est dû à des facteurs exceptionnels, sera temporaire. En outre, ces résultats provisoires sont établis en base 2005 au lieu de 2000, ce qui constitue une source supplémentaire de révisions.



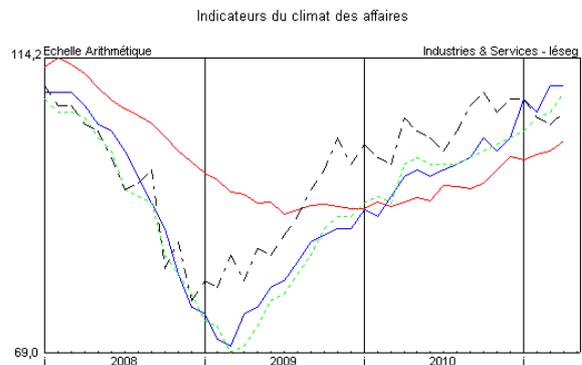
Source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

La **formation brute de capital fixe** (FBCF), notamment des entreprises, a nettement accéléré. Par ailleurs, les **stocks** ont contribué fortement au rebond de l'activité. Toutefois, la **production manufacturière** a diminué de -1% en mars, pénalisée par le secteur du matériel de transport. Sur un an, elle progresse de +3,3%. Mais les entrepreneurs ont revu en hausse leurs prévisions d'investissement et anticipent une progression de +15% en 2011, après une stagnation en 2010.

Les **exportations** ont augmenté en mars, passant au-dessus des 35 milliards, mais restent inférieures de -4,2% à leur niveau d'avant la crise. Les **importations** ont reculé, ce qui n'empêche pas la balance commerciale d'afficher un déficit de 5,8 milliards d'euros pour ce mois. Le creusement tendanciel du déficit commercial, proche des 70 milliards en rythme annualisé, reflète tout autant le renchérissement de la facture énergétique que la perte de compétitivité industrielle.

L'**inflation** a augmenté de +0,3% en avril. Sa progression sur un an ressort à +2,1%. Elle est de +3,1 % l'an au cours des trois derniers mois connus. La hausse des prix des produits énergétiques, qui sur un an est de +13,7%, explique à elle seule plus de 60% de la hausse de l'indice d'ensemble des prix intervenue en l'espace d'un an. Par ailleurs, l'indice sous-jacent progresse de +1,1% sur un an, mais accélère à +2,9% l'an sur les trois derniers mois.

Compte tenu de sa règle d'indexation sur l'inflation, une hausse anticipée du SMIC pourrait intervenir dès le 1er juin ou 1er juillet prochains. Néanmoins, le **pouvoir d'achat** des ménages pourrait stagner en 2011. La **consommation des ménages** en produits manufacturés a reculé de -0,7% en mars, mais elle plafonne à un niveau élevé.



Source : Insee – en **bleu** : industrie – en **rouge** : bâtiment – en **vert** : services – en **noir** : commerce de détail.

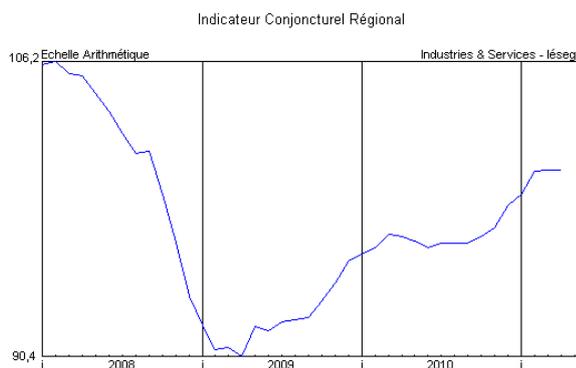
La remontée de l'**emploi** a surpris par sa rapidité en 2010. Elle devrait se poursuivre en 2011, probablement plus par la création d'emplois directs que par une nouvelle accélération de l'intérim. Les chiffres du premier trimestre 2011 (+58.800 postes après +37.600 au trimestre précédent) semblent le confirmer. Le taux de chômage "naturel" (NAIRU), au-dessous duquel se manifestent des pressions à la hausse des salaires, est estimé à 8,4% en France par l'OCDE, à 8,3% en zone Euro et à 8,1% en Allemagne. Ressortant à 9,5% selon Eurostat ou à 9,2% en France métropolitaine selon l'INSEE, le taux de chômage reste au-dessus du NAIRU. Il est en revanche inférieur en Allemagne, ce qui renforce la probabilité d'une accélération des salaires outre-Rhin.

Selon le nouveau programme de stabilité transmis à Bruxelles début mai, le **déficit des administrations publiques** françaises, qui a atteint 7% du PIB en 2010, reviendrait à 5,7% cette année, puis à 2% en 2014 conformément à la loi de programmation des finances publiques. Dans ce scénario, qui repose sur une hypothèse de croissance de +2% en 2011, de +2,25% en 2012 puis de +2,5% lors des deux exercices suivants, la réduction des niches fiscales et sociales se poursuivrait et les dépenses de l'État (en valeur et hors intérêts et pensions) seraient stabilisées. Le besoin de financement de l'État passerait ainsi de 6,2% en 2010 à 1,9% en 2014 tandis que celui des administrations de Sécurité sociale reviendrait de 1,2% à un quasi-équilibre. La dette publique, qui est montée à 81,7% du PIB en 2010, ressortirait à 86% en 2012, avant de reculer de deux points à l'horizon de la prévision.

NORD-PAS DE CALAIS : Consolidation

ORIENTATIONS GENERALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 19 mai, l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services-léseq a continué de plafonner en avril. L'activité industrielle a marqué une pause tandis que les perspectives des chefs d'entreprise demeuraient toujours très optimistes. Les échanges ont enregistré des évolutions plus contrastées alors que la consommation des ménages s'est affaiblie sous l'effet du repli des immatriculations d'automobiles neuves. Le sous-indicateur de l'emploi a marqué un nouveau coup d'arrêt dans son amélioration.



Source : Industries & Services - léség

ACTIVITE

Les rubriques abordées se réfèrent désormais à la nouvelle nomenclature d'activités (NAF révision 2).

Industries agroalimentaires : La production régionale a repris sa progression. La demande a été plus soutenue, permettant d'améliorer les plans de charge, tandis que les stocks ont été maintenus proches des niveaux souhaités. Les perspectives restent optimistes. Conformément aux prévisions, l'activité de la transformation et de la conservation de la viande a augmenté ses cadences, tendance qui devrait encore se renforcer dans les prochaines semaines. Dans l'industrie laitière, les capacités techniques ont été davantage sollicitées, tandis que dans la transformation et la conservation du poisson, en dépit de carnets toujours insuffisants, les pronostics sont à la hausse.

Biens d'équipement professionnel : L'activité a fléchi en avril en raison de la fabrication d'équipements électriques. Celle-ci a observé un fort recul de la demande étrangère. Mais les carnets demeurent bien garnis et devraient conduire, à court terme, à une nette amélioration de la production. La stabilité a prévalu dans la fabrication de machines et équipements mécaniques. Mais, ici encore, des plans de charge très confortables permettent d'envisager un rebond à brève échéance.

Matériel de transport : Le fléchissement annoncé des cadences dans la construction automobile s'est effectivement produit. La demande a fléchi et a entamé la consistance des carnets de commandes. Mais le niveau des stocks est devenu très insuffisant. Dès lors, une augmentation de la production est annoncée en vue de les reconstituer. Dans le même temps, l'activité des équipementiers s'est stabilisée. Les flux des prises d'ordres n'augmentent plus et les industriels devraient réduire leur production dans les prochaines semaines. Enfin, la production de matériel ferroviaire a été légèrement renforcée, ce mouvement devant encore se prolonger au cours du mois de mai.

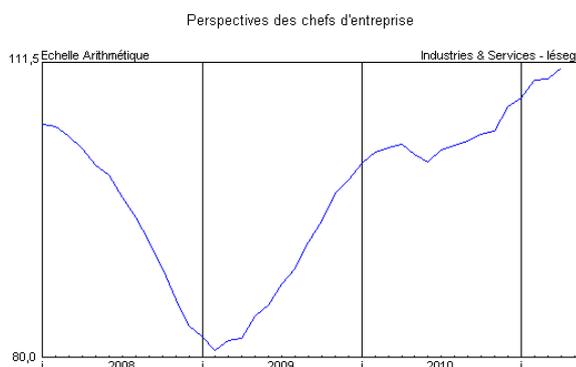


Source : Industries & Services - léség

Autres produits industriels : L'activité a peu évolué au cours du mois, mais les orientations sont restées divergentes selon les secteurs. La hausse s'est prolongée dans le textile-habillement, la chimie de base et la métallurgie. En revanche, les autres compartiments enregistrent un tassement, notamment dans l'industrie des papiers et cartons. L'augmentation du coût des matières premières est répercutée la plupart du temps sur le prix des produits finis, ce qui permet de préserver les marges. Dans l'ensemble, bien qu'en léger retrait par rapport au mois précédent, les plans de charge sont estimés satisfaisants et les stocks correspondent aux besoins. Un redémarrage de l'activité est généralement anticipé dans les prochaines semaines.

Construction : Selon les statistiques ministérielles ([Sit@del2](#)), les autorisations de bâtir de nouveaux logements ont poursuivi leur progression en mars à un an d'intervalle dans le Nord-Pas de Calais : +5,7% contre -5,8% en France métropolitaine, conduisant à des évolutions annuelles cumulées avril 2010-mars 2011 respectivement de +11,9% et de +16,4%. Les mises en chantier ont cependant baissé dans la région : -19,8% contre -7,5% en France, soit, en année mobile, +7,1% et +12,4%, le Nord-Pas de Calais n'opérant pas de rattrapage. Dans la construction neuve non résidentielle, l'accroissement des superficies de locaux autorisées se prolonge, avec +43,1%, soit -6,9%

en année mobile (contre, respectivement +6,2% et +4,8% en France métropolitaine). Mais les mises en chantier régionales demeurent toujours en baisse : -20,6% sur le mois et -4,7% en année mobile, (contre -15,7% et -9,8% en France métropolitaine).

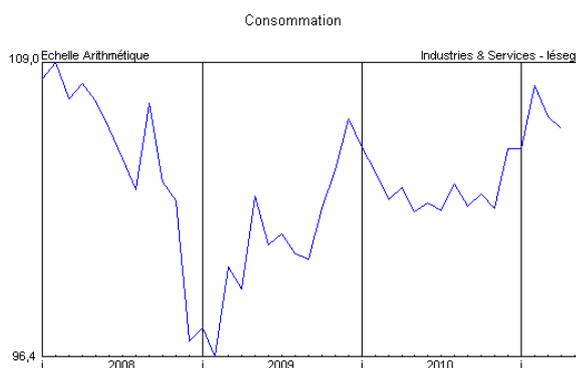


Source : Industries & Services - léseg

Services aux entreprises : L'activité a marqué une pause en avril. Alors que celle des agences de travail temporaire est demeurée très active et que l'expansion du secteur de l'informatique et de la communication s'est poursuivie, les "services juridiques, comptables, conseil, architecture, ingénierie, contrôle et analyse technique" peinent à se maintenir sur leurs niveaux antérieurs. Néanmoins, la concrétisation de nouveaux contrats permet d'y envisager une légère hausse comme dans les deux autres secteurs.

CONSOMMATION

La **consommation régionale** des ménages en produits industriels s'est inscrite en repli par rapport à février-mars. Cette évolution est surtout à imputer au repli des immatriculations d'automobiles neuves, conséquence de la fin de la prime à la casse.



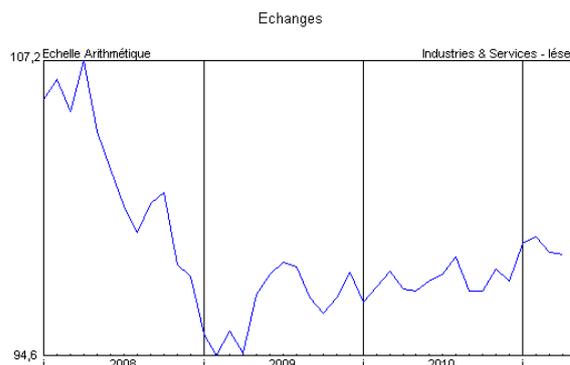
Source : Industries & Services - léseg

Dans le commerce de détail, les transactions en volume ont progressé dans les rayons du textile-habillement, et des cuirs-chaussures, conséquence de conditions climatiques favorables. Elles se sont maintenues pour les appareils électroménagers et les articles de bricolage. Elles ont fléchi dans le compartiment des meubles, de la quincaillerie et, surtout, de l'électronique grand public, après l'essor

du mois précédent. Le volume du chiffre d'affaires de la Vente à Distance – dont le marché est national – a augmenté de +3,6% à un an d'intervalle et de +3,4% sur le mois pour l'ensemble des articles. Pour le seul compartiment textile-habillement, les évolutions ont été respectivement de +1,1% et de +2,1%.

ÉCHANGES

En avril, le volume total des expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** a encore enregistré une croissance soutenue (+47% à un an d'intervalle). Elle s'explique toujours par la poursuite des prélèvements sur les stocks d'hydrocarbures, avec une hausse des sorties totales de vracs liquides de +246%. Pour leur part, les sorties de vracs solides ont progressé de +147% grâce aux céréales, aux charbons à destination de la Tamise, et à des transbordements de minerais. L'ensemble des exportations de "marchandises diverses", seule composante du trafic qui participe désormais à l'élaboration de l'Indicateur Conjoncturel Régional, n'a pas varié sur un an. On note cependant de fortes divergences selon les segments : -10% en ce qui concerne le trafic routier et celui des conteneurs, mais +63% pour le fret conventionnel, en raison principalement des aciers et des tubes.



Source : Industries & Services - léseg

Connues partiellement jusqu'à avril, les livraisons de gazole, utilisées comme indicateur de l'évolution du **trafic routier** de marchandises ont légèrement baissé à un an d'intervalle. L'enquête de conjoncture du Secrétariat Régional de la Banque de France portant sur ce même mois auprès des entreprises de transports et d'entreposage confirme ce constat de stabilité du volume des prestations dans le secteur. La demande étant davantage présente, un accroissement modeste devrait intervenir à court terme. Les immatriculations de **véhicules utilitaires légers** neufs ont retrouvé leur rythme de croisière et ne progressent plus, tandis que celles des **véhicules industriels** n'ont pas encore achevé leur rattrapage.

Le **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin s'est fortement redressé en avril avec une augmentation de +21,6% (soit +22,9% hors transit, déroutements et "divers"). La fréquentation

des vols "vacances" (charters) a rebondi de +32,3%, atteignant un niveau jamais atteint antérieurement à cette époque de l'année. Celle des vols avec l'Union Européenne (incluant les vols intérieurs) a enregistré une hausse de +17,3%, tandis que la fréquentation des vols réguliers internationaux (hors "espace Schengen") augmentait de +31,6%.

EMPLOI

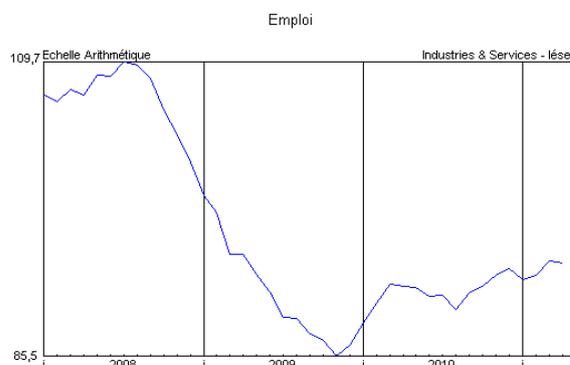
En mars, le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** dans la région a baissé de -1% par rapport à février pour la catégorie A (sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi), en hausse de +0,7% à un an d'intervalle. Les variations correspondantes ont été, en France métropolitaine, respectivement, de -0,8% et de +0,7%. Pour l'ensemble des catégories A, B et C, l'évolution mensuelle régionale s'est établie à -0,1%, contre +0,1% en France, et de +3,7%, contre +3,8%, par rapport à mars 2010.

Sur un an, le chômage régional des hommes a augmenté de +1,9% (+2,0% dans le pays) et celui des femmes de +5,8% (contre +5,7%). Pour les jeunes de moins de 25 ans, la variation est ressortie à -4,9% (contre -3,4% en France métropolitaine). Elle a été de +11,9% (contre +12,7%) en ce qui concerne les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an et plus.

En avril 2011, le nombre d'heures d'**activité partielle** autorisées dans les établissements a reculé de -61,9% dans la région, contre -77,8% en Métropole (données provisoires). En mars, le recul des entrées à la suite de **licenciements**

économiques (y compris les fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP) a atteint -19,8% sur un an après -12,4% en février (contre -9,8% après -9,5% en France).

Le flux total des **entrées** à Pôle Emploi a baissé de -4,3% contre -3,0% en France métropolitaine. Celui des **demandes d'emploi sorties** des listes n'a reculé que de -0,1% contre -0,4% dans le pays.



Source : Industries & Services - Iéseg

L'augmentation du nombre d'**offres d'emploi** nouvelles collectées dans la région par Pôle Emploi s'est modérée : +1,3%, contre +3,5% pour la référence nationale (en données brutes). Par catégorie d'offres, les évolutions sont restées toujours très fortement dispersées : -13,8% contre +0,2% pour les offres durables (plus de 6 mois), +13,4% contre +7,4% pour les offres temporaires (de 1 à 6 mois) et -18,6% contre +1,1% pour les emplois occasionnels (en données corrigées des variations saisonnières).

MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **CONjoncture EUropéenne et Régionale** sont établis mensuellement par Industries & Services-Iéseg, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer, l'Union Française des Industries Pétrolières, l'Aéroport de Lesquin et le Grand Port Maritime de Dunkerque. La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-Iéseg. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

REDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'Iéseg).
 DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'Iéseg School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – www.ieseg.fr - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.

Pour joindre les rédacteurs :

Dr François Milléquant : f.millequant@ieseg.fr ou francois.millequant@wanadoo.fr

Dr Hassan El Asraoui : h.elasraoui@ieseg.fr

Les numéros les plus récents peuvent être consultés et téléchargés sur les sites :

<http://www.ieseg.fr/rerelations-entreprises/indicateurs-de-conjoncture/> et <http://coeur.ieseg.fr>